



LA LEÇON DE DÉMOCRATIE
D'ALEXIS DE TOCQUEVILLE

UN NOUVEAU « NIGHTMARE ALLEY »
DE WILLIAM LINDSAY GRESHAM

SUPPLÉMENT
LE MONDE
DES LIVRES

Régionales : face au RN, le front républicain vacille

► Les scrutins des 20 et 27 juin menacent de faire céder le traditionnel front républicain, dont la définition est de plus en plus à géométrie variable

► L'entourage d'Emmanuel Macron défend désormais l'idée d'une « fusion technique » des listes au second tour, plutôt qu'un retrait

► Seuls le Parti socialiste et le Parti communiste français, à gauche, se disent prêts à retirer leurs listes en cas de risque de victoire du RN

► Le parti d'extrême droite est donné en tête dans six régions métropolitaines sur treize, selon la dernière vague de sondages Ipsos-Sopra Steria

► Mais, au niveau national, comme dans certaines régions, le RN pourrait enregistrer un score inférieur à celui de 2015

PAGES 10 À 13

COMMENT POUTINE RÉÉCRIT L'HISTOIRE DE LA RUSSIE

► Événements effacés ou sacralisés à outrance... la Fédération internationale des droits de l'homme a déconstruit le nouveau récit officiel

► Une narration imposée sous la pression aux historiens

► Des « crimes contre l'histoire » auxquels s'essayaient aussi la Chine, l'Iran ou la Turquie

PAGES 2, 3 ET 4



Mémorial improvisé aux victimes de la grande purge menée par Staline dans les bois de Sandarmokh (Russie), lieu d'exécutions de masse. En mars 2017. MARIA TURCHENKOVA

EURO 2021

UN TOURNOI PAS COMME LES AUTRES

Ouverture, ce 11 juin, du championnat d'Europe des nations réparti entre onze villes. Pour l'occasion, « Le Monde » s'est arrêté sur les spécificités du football européen et revisite le mythe Mbappé

SUPPLÉMENT ET SPORT PAGE 19

Féminicides Création d'un fichier des auteurs de violences

Les dysfonctionnements notés à Mérignac et l'augmentation du nombre de meurtres imposent de nouvelles mesures

PAGE 15

Bygmalion
Jean-François Copé se demande « à qui cela profite ». Récit

PAGE 16

Séries
Omar Sy sur Netflix avec la deuxième partie de « Lupin »

PAGE 26

Enquête
Au Sahel, les otages africains sont les grands oubliés

PAGE 24

Entretien
Cybercriminalité inquiétante en France

Guillaume Poupard, le directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, s'inquiète davantage des attaques informatiques étatiques que de celles menées contre les hôpitaux ou les collectivités locales

PAGE 20



Le Byblos Saint-Tropez

Laurent-Perrier
Cuvée Rosé, choisie par les meilleurs.



CHAMPAGNE
Laurent-Perrier
MAISON FONDÉE
1812

MAISON FAMILIALE INDÉPENDANTE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

VU PAR MARIE MORELLE (FRANCE)

CARTOONING FOR PEACE



M
ÉDITORIAL
ÉTATS-UNIS :
UN SYSTÈME
FISCAL INIQUÉ

PAGE 32

Grigori Vaïpan, avocat des victimes de la répression stalinienne, sur la place Loubianka, devant le siège du FSB (les services russes de sécurité), autrefois siège de la Tcheka, la première police politique soviétique, puis du NKVD et du KGB, à Moscou, le 7 juin.

MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »



En 2019, un jeune avocat, Grigori Vaïpan, avait remporté une remarquable victoire devant la Cour constitutionnelle russe, qui avait tranché en faveur de trois plaignantes âgées, réunies dans un collectif baptisé Les Enfants du goulag. Nées dans un camp de travail comme 1500 autres survivants de la terreur stalinienne, Alisa Meissner, Elizaveta Mikhailova et Evguenia Chacheva, les trois victimes, réclamaient un droit « au retour ».

« Ces personnes vivent toujours en exil intérieur, à des milliers de kilomètres de leur ville natale, parfois dans les mêmes endroits du pays que ceux où leurs familles ont été refoulées il y a des décennies », avait plaidé leur avocat, en s'appuyant sur une loi de 1991 qui avait ouvert la porte aux réparations après avoir reconnu l'époque soviétique comme une période de « terreur et de persécution de masse ». Faute de pouvoir récupérer leur domicile, les enfants de déportés devaient, à tout le moins, bénéficier d'un logement social dans leur ville d'origine. Une promesse jamais tenue.

La décision de la Cour est, elle aussi, restée lettre morte, en dépit d'une pétition de soutien rassemblant 100 000 signatures. En 2020, le gouvernement a déposé un projet de loi visant à durcir les conditions d'attribution de ces logements, avec, pour résultat, vingt à trente ans d'attente en moyenne. Donner un accès rapide aux victimes des persécutions de l'ère soviétique pourrait désavantager les vétérans de la seconde guerre mondiale, ont fait valoir les autorités.

Diplômé de Harvard et docteur en droit international de l'université de Saint-Petersbourg, Grigori Vaïpan ne s'est pas arrêté là. Il est le principal auteur du rapport « Russie : crimes contre l'histoire », rendu public jeudi 10 juin par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). « Je suis né en 1990, je fais partie de la première génération post-soviétique de Russie et, pourtant, je suis aujourd'hui témoin du retour des répressions, confie-t-il au Monde. Or, je crois que notre pays n'a pas d'avenir tant qu'il n'aborde pas honnêtement et résolument son passé totalitaire. »

« MODE DE GOUVERNANCE »

Précis, documenté, le rapport de 80 pages recense toutes les atteintes généralisées et systématiques menées ces dernières années par les autorités russes contre ceux qui travaillent sur la mémoire historique. Un « mode de gouvernance dont la Russie de Poutine est devenue un Etat précurseur », souligne la FIDH. Le Kremlin, poursuit l'ONG, « mène désormais une politique agressive qui non seulement marginalise les points de vue alternatifs, mais met aussi gravement en danger tous les historiens, publicistes, journalistes et militants de la société civile indépendante. L'ampleur de l'assaut a déjà atteint le seuil de « crimes contre l'histoire » ».

Apparu dans la presse nord-américaine pour désigner les exactions de l'organisation Etat islamique, le concept de « crimes contre l'histoire » a surtout été développé par l'historien belge Antoon de Baets, professeur à l'université de Groningue (Pays-Bas), qui le définit comme une politique délibérée, étatique ou non, construite sur les attaques et les persécutions à l'encontre des producteurs d'histoire, les discours de haine, la censure, la désinformation, la destruction de patrimoine. La Russie coche toutes les cases.

Depuis l'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine en 2000, pas moins de sept lois mémorielles ont, en effet, été adoptées dans le but d'imposer un récit historique officiel et d'autolégitimation du pouvoir, à partir du récit de la seconde guerre mondiale, érigée au rang de cause sacrée et de « pièce maîtresse historique du régime actuel », selon un expert. La dernière offensive

a conduit à l'inscription dans la Constitution russe, à l'été 2020, d'articles contraignants : la Fédération de Russie, proclamée « successeure » de l'Union soviétique, « honore la mémoire des défenseurs de la patrie » et « protège la vérité historique ». Les autorités sont chargées « d'inculquer le patriotisme » aux enfants. L'Etat russe s'est arrogé le monopole de l'histoire.

Nombreux sont les historiens à en avoir fait les frais, notamment depuis 2014, année qui a marqué un véritable tournant dans les attaques contre les voix indépendantes. Cette année-là, une commission interministérielle a repoussé l'accès aux archives des services de sécurité, déjà cadenassées pour la période 1917-1991, de trente ans supplémentaires. Les documents de la Tcheka, du NKVD et du KGB resteront ainsi inaccessibles, au moins jusqu'en 2044. Les descendants du diplomate suédois Raoul Wallenberg, mort dans une geôle moscovite à l'âge de 34 ans, l'ont éprouvé. Toutes leurs demandes concernant le sort de leur parent, capturé par l'Armée rouge en janvier 1945 après avoir sauvé des milliers de Juifs à Budapest, se sont heurtées à un mur.

Historien réputé, Andreï Zoubov a perdu sa chaire à l'Institut d'Etat des relations internationales à Moscou après avoir critiqué l'annexion de la Crimée, la péninsule ukrainienne. Alexeï Petrov, professeur d'histoire à l'université d'Irkoutsk, a été limogé pour ses vues trop libérales et « anti-patriotiques ». En butte à ce qu'il nomme la « nationalisation de l'histoire », Nikolai Kuposov, auteur de plusieurs ouvrages, dont *Memory Laws, Memory Wars: The Politics of the Past in Europe and Russia* (Cambridge University Press, 2017, non traduit), a pris le chemin de l'exil. Il enseigne désormais aux Etats-Unis. Iouri Pivovarov, membre de l'Académie des sciences de Russie, vit lui aussi, désormais, à l'étranger.

« Crimes contre l'histoire », le rapport qui accable Poutine

La Fédération internationale des droits de l'homme publie un document qui recense les atteintes systématiques menées ces dernières années par Moscou contre les historiens, pour imposer un récit officiel et s'auto-légitimer

« EN DÉPERSONNALISANT LES VICTIMES, LE POUVOIR CHERCHE À PRÉSENTER LES PERSÉCUTIONS DE L'ÈRE SOVIÉTIQUE COMME UNE SORTE DE « CATASTROPHE NATURELLE », DÉCRYPTE LE RAPPORT DE LA FIDH

Le cas le plus emblématique reste celui de Iouri Dmitriev. Après quatre ans de poursuites et de procès, cet homme âgé de 64 ans a été condamné, en septembre 2020, à treize ans de détention dans un camp à régime sévère pour de supposées violences sexuelles sur sa fille adoptive. Une affaire montée de toutes pièces, selon ses nombreux soutiens, et destinée à faire peur à tous ceux qui, comme lui, exhument les crimes de Staline. Pendant trente ans, Iouri Dmitriev a, en effet, dressé la liste de 40 000 noms de personnes exécutées et déportées pendant la terreur en Carélie, région frontalière de la Finlande, et découvert le charnier de Sandarmokh, où il a identifié plus de 6 000 victimes assassinées. La ligne officielle prétend que ce sont des soldats de l'Armée rouge. Pour avoir émis des critiques sur cette version, Sergueï Koltyrine, chef d'un musée local, a été condamné à neuf ans de prison. Il est mort dans un hôpital pénitentiaire en avril 2020.

RÉPERTOIRE DE 40 000 BOURREAUX

En 2018, alors que le réseau de défense des droits de l'homme Agora recensait déjà 17 historiens poursuivis pour des propos tenus sur la seconde guerre mondiale non conformes à la doxa officielle, Andreï Joukov, expert en histoire militaire, a été condamné à douze ans et demi de réclusion, au terme d'un jugement classé... secret-défense, après avoir partagé en ligne des résultats de ses recherches avec d'autres historiens. Deux ans plus tôt, l'ONG russe Memorial avait publié un répertoire de plus de 40 000 bourreaux, unique en son genre, grâce à l'incroyable ténacité de cet historien qui, pendant des années, a épluché la presse soviétique.

Bien connue en Russie, l'ONG Memorial a entrepris depuis sa fondation, en 1989, un travail colossal de collecte de documents sur la répression soviétique, mais elle se trouve aujourd'hui de plus en plus dans le

viser des autorités. Classée « agent de l'étranger » en 2012, elle s'est vu infliger, depuis 2019, plus de 6,1 millions de roubles (70 000 euros environ) d'amende par les tribunaux, pour non-respect de faire mention, sur tout type de document, de son statut infamant. Iouri Dmitriev travaillait également pour Memorial.

Pour contrôler « la vérité historique », l'Etat russe n'a rien laissé au hasard. Plusieurs proches de Vladimir Poutine ont été nommés à des postes-clés. Sergueï Narychkin, patron des Services de renseignement extérieurs, dirige depuis 2012 la Société de l'histoire de la Russie. Vladimir Medinsky, ex-ministre de la culture, pilote la Société russe d'histoire militaire. Le ministre de la défense, Sergueï Choïgou, administre la Société russe de géographie, dont le président d'honneur n'est autre que Vladimir Poutine lui-même. Dernier venu, Alexandre Bastyrykine, chef du comité d'enquête, le bras judiciaire du pouvoir, a créé en 2020 un département consacré aux « enquêtes sur les crimes liés à la réhabilitation du nazisme et à la falsification de l'histoire ».

En parallèle, l'arsenal législatif s'est étoffé. En sommeil depuis 2009, un texte destiné à criminaliser « la réhabilitation du nazisme » a brusquement été adopté en mai 2014. Sous ce titre trompeur, la loi aboutit, en réalité, à maîtriser le récit sur le rôle joué par l'Union soviétique lors de la seconde guerre mondiale. Elle a donné lieu, depuis, à 25 condamnations et à un seul acquittement, qui concernait... une affaire de négationnisme.

Puis, en avril, la mise en œuvre d'une série d'amendements a abouti à l'instauration d'une nouvelle infraction, pour des déclarations jugées diffamatoires ou dénigrantes sur les anciens combattants de la seconde guerre mondiale, pouvant entraîner jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. La mesure s'appliquant aux vétérans morts, selon son

« Le dirigeant russe transforme l'histoire en champ de bataille »

Pour l'universitaire Antoon De Baets, l'inscription du concept de « vérité historique » dans la Constitution Russe reflète une situation inquiétante

ENTRETIEN

Antoon De Baets est professeur d'histoire, d'éthique et des droits humains à l'université de Groningue, aux Pays-Bas. Auteur de plus de 200 publications, il a notamment écrit *Crimes Against History* (Routledge, 2018). Depuis 1995, il anime le réseau d'historiens *Network of Concerned Historians*.

Que recouvre la notion de « Crimes contre l'histoire » dont vous êtes le promoteur ?

Ce concept s'inspire des crimes contre l'humanité. Il repose sur des attaques à grande échelle et systématiques contre les producteurs d'histoire, c'est-à-dire tous ceux qui traitent de sources historiques, par le biais des assassinats et disparitions d'historiens, les attaques personnelles, les persécutions arbitraires, la destruction intentionnelle de l'héritage

culturel d'un pays, mais aussi les infox, la désinformation qui inclut la négation d'atrocités, de crimes de guerre et de certains pans de l'histoire. Je possède une liste assez complète d'historiens persécutés dans 75 pays, dont un cinquième travaillait en URSS. Dès janvier 1918, Lénine disait : « La révolution n'a pas besoin d'historiens. »

L'URSS a disparu, mais la Russie d'aujourd'hui, qui revendique son héritage dans la Constitution, vous inquiète-t-elle ?

Le contexte en Russie est fondamentalement différent de la période soviétique. L'assassinat d'historiens n'est certes pas comparable avec les années 1930, mais le rapport publié jeudi par la FIDH [Fédération internationale des droits de l'homme] prouve d'une manière saisissante que toutes les formes de crimes contre l'histoire sont réunies. Un historien

comme [Sergueï] Kolytchine est mort en détention, Natalia Estemirova [historienne et journaliste, membre de l'ONG Memorial] a été assassinée, comme Paul Klebnikov [historien-journaliste américain d'origine russe] parce qu'ils écrivaient sur la Tchétchénie... D'autres ont dû quitter le pays, ou sont persécutés comme l'historien Iouri Dmitriev.

Rendez-vous compte, aussi, qu'un massacre comme celui de Katyn [l'assassinat de milliers d'officiers polonais par le NKVD

au printemps 1940], avoué depuis des années, est désormais étouffé. C'est à peine croyable après tant de travaux. La négation est le dernier stade du crime contre l'histoire.

La situation s'est détériorée depuis les années 2000 sous le régime autoritaire de Poutine, et cela empire. Il y a assez peu de constitutions au monde qui prescrivent comment on doit écrire l'histoire, comme cela a été fait en 2020 avec l'introduction du concept de « vérité historique » dans la Loi

fondamentale ! Comme en Chine, le dirigeant russe transforme l'histoire en champ de bataille pour légitimer son pouvoir en développant une vision cohérente, soutenue par une logique qu'il ne faut pas sous-estimer, et l'arme la plus importante dont il dispose concerne évidemment la législation. Le cadre juridique est coercitif, complet et efficace. Il témoigne d'une ambiguïté remarquable car les quelques commémorations ou initiatives officielles, destinées à saper la critique légitime, laissent l'observateur parfois confus.

La Russie n'est pas la seule concernée par le révisionnisme historique...

Certes non ! Il faudrait documenter davantage les crimes contre l'histoire en Chine, en Turquie, en Iran, au Guatemala ou au Brésil. Même l'Europe n'est pas à l'abri. On le voit bien avec les lois mémorielles et les initiatives révisionnistes entreprises en Pologne ou en Hongrie. Je salue au

« RENDEZ-VOUS COMPTE QU'UN MASSACRE COMME CELUI DE KATYN, AVOUÉ DEPUIS DES ANNÉES, EST DÉSORMAIS ÉTOUFFÉ »

passage la démarche d'Emmanuel Macron sur le Rwanda, ce sont des pas très importants, mais l'accès aux archives reste un problème crucial dans bien des pays, comme en Inde. N'oublions pas, non plus, l'importance des manuels scolaires et la difficulté dans laquelle se trouvent aujourd'hui des enseignants d'histoire, notamment après l'assassinat de Samuel Paty [en octobre 2020], qui éprouvent des difficultés à aborder les pages sombres de notre histoire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR I. M.

autrice, la députée Irina Iarovaïa, « cela aurait pour conséquence de rendre illégal tout débat sur les crimes commis par les soldats soviétiques », souligne le rapport de la FIDH. Entre 2014 et 2019, 9 171 personnes ont été condamnées à des amendes ou à des peines allant jusqu'à quinze jours d'emprisonnement, souvent pour de simples messages sur les réseaux sociaux, en vertu de cette panoplie de lois répressives.

RÉPRESSION

Certes, l'Etat russe ne nie pas complètement les pages sombres du passé soviétique. Des musées du goulag existent. Un Mur du chagrin, inauguré par Vladimir Poutine en 2017, a été érigé en hommage aux victimes, mais il reste anonyme et à bonne distance de la Loubianka, le siège historique des services de sécurité, et encore aujourd'hui celui du FSB. « En dépersonnalisant les victimes, le pouvoir cherche, en réalité, à présenter les persécutions de l'ère soviétique comme une sorte de "catastrophe naturelle" », décrypte le rapport. Sans doute, aussi, souhaite-t-il épargner un régime dont il revendique une part d'héritage.

Le résultat de cette politique est lourd. La liberté d'expression, de rassemblement, et les droits humains sont chaque jour davantage bafoués, la répression contre les historiens « dissidents » s'accroît et la recherche historique n'est plus que l'ombre d'elle-même. Des pans entiers du passé, comme le pacte germano-soviétique de 1939, sont revisités ou disparaissent des manuels scolaires corrigés et dont le nombre a considérablement chuté. Alors qu'en 1990 le dernier gouvernement soviétique avait reconnu le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn, en juin 1940, cette responsabilité est aujourd'hui niée. En 2020, la Société russe d'histoire militaire a estimé que le consensus sur cette tuerie de masse faisait « partie d'une propagande plus générale visant à faire porter à l'URSS la responsabilité du déclenchement de la seconde guerre mondiale ». Deux plaques mémorielles installées à Tver (ex-Kalinine, ouest de la Russie) ont été retirées.

Et désormais, le modèle russe s'exporte. Au Nicaragua, une loi votée en 2020 oblige les ONG à s'enregistrer comme « agents de l'étranger », moyennant quoi leurs personnels, identifiés comme tels, perdent le droit de se présenter à quelque élection que ce soit. « Quand on regarde le détail des articles, c'est presque du copié-collé », relève Jimena Reyes, directrice du bureau des Amériques à la FIDH. Le Venezuela, qui entretient des liens étroits avec Moscou, serait sur la même voie. ■

ISABELLE MANDRAUD

DEPUIS L'ARRIVÉE AU KREMLIN DE VLADIMIR POUTINE, EN 2000, PAS MOINS DE SEPT LOIS MÉMORIELLES ONT ÉTÉ ADOPTÉES



Hotel Principe Di Savoia
 Milano



MAISON FAMILIALE INDÉPENDANTE

Laurent-Perrier

Cuvée Rosé, choisie par les meilleurs.



©champagnelaurentperrier www.laurent-perrier.com Photographie : Iris Velghe / Illustration : José Lozano

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

RUSSIE

Denis Karagodine, enquêteur-citoyen

Depuis dix ans, cet habitant de Tomsk mène des recherches sur son arrière-grand-père, exécuté par la police politique en 1938, puis réhabilité. Mais la machine judiciaire s'est retournée contre lui

MOSCOU - correspondant

La Russie n'a pas connu son « Nuremberg du communisme », a-t-on coutume de dire, autrement dit de grands procès sur les crimes du régime soviétique. Certes. Mais elle a Denis Karagodine et ses enquêtes de Tomsk. La comparaison, évidemment osée, ne déplairait pas à cet homme de 38 ans qui aime jouer de son statut de quasi-rock star. Surtout, elle montre la fragilité et la timidité du travail de mémoire en Russie : Karagodine combat l'amnésie organisée par l'Etat russe dans une parfaite solitude ; depuis peu, la machine s'est retournée contre lui, avertissement envoyé à tous ceux qui ont fait de la recherche historique une question vitale pour eux-mêmes et pour leur pays.

L'histoire commence sur un malentendu, un coup du sort – le projet d'émigration de Denis Karagodine. En 2011, ce natif de Tomsk, en Sibérie, songe au départ. La crise de 2008 est passée par là, ses affaires (il a travaillé dans la publicité et acheté des cafés) ne sont pas au mieux ; le retour de Vladimir Poutine à la présidence bouche l'horizon politique. En mettant à jour ses papiers, Karagodine tombe dans l'armoire familiale sur un document poussiéreux : le certificat de réhabilitation pour « absence de crime » de son arrière-grand-père, daté de 1955. En clair : le paysan russe Stepan Ivanovitch Karagodine, né en 1881 et exécuté en 1938, n'était pas le chef d'un réseau d'espion-

nage japonais démantelé par le NKVD, la police politique.

C'est le début de « l'enquête Karagodine », que Denis, diplômé en philosophie, attaque de la plus simple des manières. Le jeune homme toque à la porte du FSB, le successeur du NKVD, et déclare au planton : « Je viens pour un meurtre. » La suite est plus complexe. Durant quatre ans, Denis Karagodine bataille auprès du FSB et des autorités judiciaires pour obtenir les documents lui permettant de reconstituer la vie et la mort de son ancêtre.

L'enquête est obstinée et son compte rendu minutieux : sur son blog, Karagodin.org, le publiciste raconte chaque démarche, chaque échec, chaque victoire. Tout est cartographié, détaillé. Chaque personnage de son grand récit, fut-il « secondaire », a droit à son entrée, sa biographie est reconstituée grâce à des dizaines de documents que Karagodine met en ligne.

« À NOVOSSIBIRSK, POUR M'EMPÊCHER D'AVOIR ACCÈS À UN DOCUMENT, LE FSB A ÉTÉ JUSQU'À FERMER UN BUREAU D'ARCHIVES ENTIER ET À LICENCIER SON DIRECTEUR... »

DENIS KARAGODINE

Des sites russes puis étrangers parlent de lui, le public se passionne. Sa quête a beau être intime et familiale, elle a une dimension universelle évidente, qui a le pouvoir de parler à de nombreux Russes. Et Karagodine en est un formidable représentant : intarissable sur ses recherches, qu'il décline en podcasts, articles, il cultive le mystère sur sa personnalité.

« Au début, je recevais des lettres d'habitants de Tomsk et de la Sibérie, puis de toute la Russie et enfin du monde entier, raconte-t-il. Des gens qui voulaient me féliciter, mais aussi beaucoup qui demandent de l'aide dans leurs propres recherches. Et pas seulement concernant les années 1930 [de 600 000 à 800 000 personnes furent exécutées pour les seules années 1937-1938, des millions d'autres envoyées au goulag], mais aussi les années 1920, 1950... »

En 2016, il touche au Graal : après des refus à répétition, Denis Karagodine reçoit du FSB de Novossibirsk un document-clé, qu'on lui avait décrit comme inexistant – l'ordre d'exécuter trente-six habitants de Tomsk, le 21 janvier 1938, sur lequel figure le nom de Stepan Karagodine, mais surtout ceux des donneurs d'ordre et des exécutants. Trois noms, ceux que l'arrière-petit-fils appelle « les bourreaux ».

« Brèches refermées »

Sauf que l'homme, au lieu de crier victoire, ne voit là qu'une étape. D'abord, il manque dans son enquête de nombreux personnages et connexions. Il lui faut reconstituer toute la chaîne de commandement, depuis les simples gardiens de prison jusqu'à Joseph Staline et Nikolai Iejov, le chef du NKVD. Ensuite, Karagodine ne veut pas seulement la vérité historique mais aussi la justice. S'il y a eu meurtre, un juge doit être saisi. « Nuremberg aussi était une addition de procès distincts », fait-il valoir.

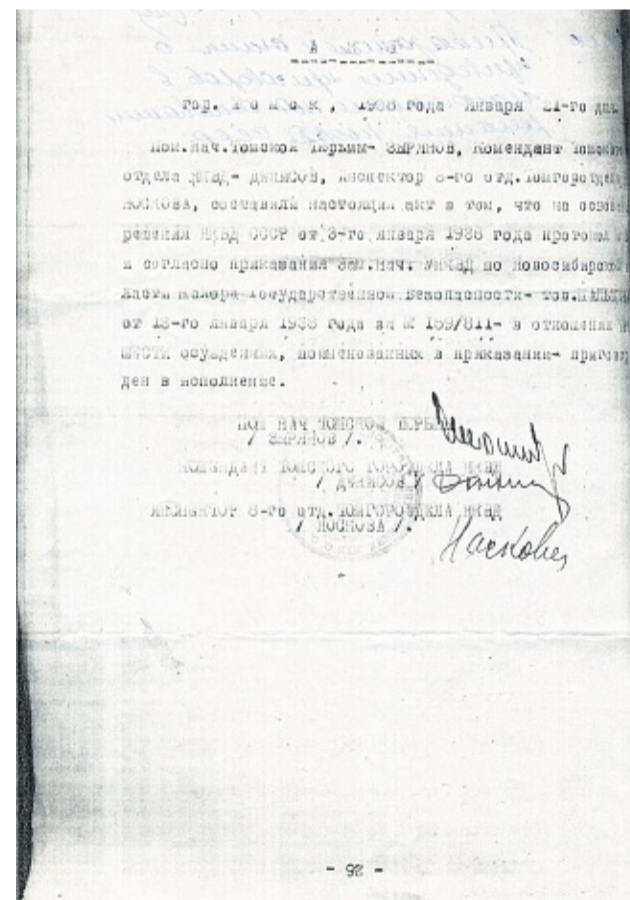
Un signe de la difficulté de cette quête ? Depuis des années, des tissus et des ossements affleurent sur le site présumé d'exécution, à proximité de ce qui est resté l'une des prisons de Tomsk. Jamais la moindre autorisation n'a pourtant été accordée.

En réalité, le vent a même franchement tourné, depuis que Karagodine a débuté son enquête. La tendance n'est pas vraiment nouvelle : le pouvoir politique, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, met autant d'acharnement à valoriser les morts de la seconde guerre mondiale qu'à taire ceux du goulag et des répressions. L'histoire n'est plus qu'un instrument au service d'un récit national glorieux, qui ne tolère la notion de souffrance que si celle-ci a été infligée de l'extérieur. S'il le faut, elle doit être réécrite et « protégée » par la loi. Parler des victimes est encore toléré ; les bourreaux, eux, sont réhabilités, à commencer par Staline.

Karagodine le constate à son échelle : « Toutes les brèches que nous avons ouvertes ont été refermées. Dans toute la Russie, maintenant, le FSB interdit que soient donnés les noms de colla-



Stepan Karagodine, entouré de son fils et de sa femme, à Tomsk, en Sibérie, dans les années 1930. KARAGODIN.ORG



En 2016, Denis Karagodine a reçu du FSB de Novossibirsk un document-clé. L'ordre d'exécution de trente-six habitants de Tomsk, dont son arrière-grand-père, le 21 janvier 1938. ARCHIVE KARAGODIN.ORG



borateurs du NKVD. Les documents qui sont encore accessibles sont expurgés. A Novossibirsk, pour m'empêcher d'avoir accès à un document, ils ont été jusqu'à fermer un bureau d'archives entier et à licencier son directeur... »

Exhaustivité inouïe

En 2017, Denis Karagodine avait reçu une lettre de la petite-fille d'un des exécutants de 1938, une demande de pardon émue. En mars 2020, le ton est différent. Sergueï Mitiouchov, fils d'un inspecteur du NKVD mort en 1967, dont le nom apparaît sur l'acte d'exécution, a déposé plainte contre le chercheur, l'accusant de diffamer son père. Au même moment, une autre plainte est déposée par un habitant de Riazan pour « diffusion de données personnelles ». Dans le message qui accompagne sa plainte, cet ancien militaire précise que, selon lui, seulement de 5 % à 10 % des tués de 1938 l'ont été à tort. Des mots qui font écho à ceux

LA QUÊTE DE KARAGODINE A BEAU ÊTRE INTIME ET FAMILIALE, ELLE A UNE DIMENSION UNIVERSELLE, QUI A LE POUVOIR DE PARLER À DE NOMBREUX RUSSES

d'Alexandre Bortnikov, directeur du FSB, qui, dans une interview en 2017, assurait qu'une « part significative » des dossiers traités en son temps par la police politique « avaient objectivement un aspect criminel ».

Karagodine se dit « ravi » par ces poursuites : « On s'y attendait et ça va dans le sens de nos intérêts. Tout ce que je demande, c'est qu'un juge se saisisse de mes découvertes. Maintenant, la justice

ne peut plus les ignorer. » Pour le reste, le chercheur amateur, qui prépare un doctorat en philosophie, prétend ne pas se mêler de la politique mémorielle de l'Etat russe, ou de la façon dont cette amnésie organisée pourrait influencer sur la psychologie collective russe : « Je comprends les implications de mes recherches pour la Russie et pour l'histoire mondiale, mais je m'occupe exclusivement du meurtre de Stepan Karagodine et de ceux qui l'ont organisé. »

Reste que la menace est réelle, pour Denis Karagodine comme pour son site. Au fil des ans, Karagodin.org est devenu plus qu'un simple outil de recherches. Il ressemble à un musée virtuel d'une précision et d'une exhaustivité inouïes, dans lequel le visiteur peut errer des heures. Et tout comme d'autres musées russes sur le goulag ont dû cesser leurs activités, ceux-là aux murs de brique et de béton, il pourrait se voir contraint de fermer. ■

BENOÎT VITKINE